

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Juillet 2026



FeHoDeCo

Seul, on va vite. Ensemble, on va plus loin

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : +257 22258448

+257 22278077

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org



En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

maisondelapresseburundi@gmail.com

Tél : +257 22218759

www.mpb.org.bi

Facebook : Maison de la Presse du Burundi



Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO)

afjo2017@yahoo.com

http://www.afjo.org.bi/

https://www.facebook.com/associationburundaisedesfemmesjournalistes/

Tél : +257 76511632



CHIRO-Burundi

Tél : +257 22404351

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



Femmes Artisanes de la Paix (FAP)

faprdc@gmail.com

www.facebook.com/fap.rdc



Synergie des medias pour l'union des forces

Avenue Route Mwami, ville d'Uvira / RDC

Mobile : +243813868209

E-mail: info@symuf.org

www.symuf.org



Photos :

EIRENE et ses partenaires



Financé par :

BMZ/Service Civil pour la Paix



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

Impression :

Groupe de Presse IWACU

Editorial

FeHoDeCo : construire ensemble des communautés plus justes, résilientes et en paix

Les transformations durables naissent rarement d'une seule organisation ou d'un seul projet. Elles sont le fruit d'une volonté collective, construite avec les communautés et portée par des actrices et acteurs qui font le choix du dialogue, de la cohésion sociale et de l'action. C'est dans cet esprit qu'EIRENE Grands Lacs ouvre, avec ses organisations partenaires, un nouveau chapitre de son engagement au Burundi et en RDC au Sud-Kivu à travers le programme « Les femmes et les hommes, ensemble, se développent dans leurs communautés en prônant la cohésion sociale » (FeHoDeCo), mis en œuvre d'octobre 2025 à septembre 2028.

Fruit d'une réflexion collective et héritier des acquis de FeHoPaCo (les femmes et les hommes ensemble engagés pour la paix juste dans leurs communautés), FeHoDeCo entend consolider les dynamiques engagées et aller plus loin. Le programme réunit cinq organisations partenaires : CHIRO-Burundi, la Maison de la Presse du Burundi (MPB) et l'Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO) au Burundi, Femmes Artisanes de la Paix (FAP) et Synergies des Médias pour l'Union des Forces (SYMUF) au Sud-Kivu. Ensemble, elles partagent une même conviction : la paix et le développement ne peuvent être durables que lorsqu'ils sont construits avec les femmes et les hommes, au plus près des réalités communautaires.

Durant les trois prochaines années de mise en œuvre, FeHoDeCo concentrera ses efforts autour de quatre volets spécifiques complémentaires : la gestion non violente des conflits, la cohésion sociale et la bonne gouvernance locale ; la promotion de communautés plus justes et sûres, fondées sur l'égalité entre les femmes et les hommes, la paix environnementale et climatique et le renforcement des capacités des acteurs.

Faire de la paix environnementale et climatique un axe à part entière constitue une orientation nouvelle et stratégique. Dans la



région des Grands Lacs, l'accès à la terre et à l'eau, la pression sur les ressources naturelles, la dégradation des écosystèmes et les effets du changement climatique peuvent fragiliser les relations entre communautés et accentuer les tensions. À l'inverse, une gestion concertée des ressources et la protection de l'environnement peuvent devenir des leviers de dialogue, de cohésion sociale et de paix. Protéger l'environnement, c'est aussi prévenir les conflits, renforcer la cohésion sociale et préparer les communautés aux défis de demain.

Cette orientation trouve un écho particulier dans les ambitions nationales du Burundi. À travers la feuille de route nationale « Vision Burundi, pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 », le gouvernement inscrit le développement du pays dans une perspective de transformation durable. FeHoDeCo entend contribuer à cette dynamique en plaçant les communautés au cœur du changement : des communautés capables de participer aux décisions qui les concernent, de prévenir et gérer pacifiquement leurs conflits, de promouvoir l'égalité et de préserver leur environnement.

C'est cette vision collective que nous sommes heureux de partager avec les lecteurs et lectrices de ce bulletin.

Tao Goulah Vairoukoye

Coordinateur EIRENE GL

SOMMAIRE

FeHoPaCo : bilan de quatre années d'engagement pour la paix et la cohésion sociale

Georges Flora Ngoumou M'veng

Claude Ndarama



4

La cohésion sociale au Burundi : pour une approche collaborative entre l'église, l'administration et le projet Turashoboys

Septime Gashasha

Thibaut Morelle



6

Uvira : comment le projet Tuvumiliane 2 fait face à la crise sécuritaire

Maluxe Malumbe Mmangwa

Dorcas Salima

Michael Odhiambo



7

VBG : Alliance stratégique pour briser le silence et réparer les vies

Yolande Nintunze



8

Le projet MeDIC outille les médias pour la paix et la gouvernance locale

Gaspard Ndikumazambo



10

EIRENE Grands Lacs et ECAYSDI renforcent la résilience communautaire à Rwibaga grâce à l'agroforesterie

Albert Nagreogo Niboaman



12

Du renforcement des capacités à l'autonomie : La réussite du Cercle des étudiants musulmans de Gitega (CEMG)

Pierre Gahungu



13

FeHoPaCo : bilan de quatre années d'engagement pour la paix et la cohésion sociale

Le passage de FeHoPaCo à FeHoDeCo marque une continuité plutôt qu'une rupture. Les résultats obtenus démontrent que lorsque les communautés sont accompagnées, organisées et responsabilisées, elles deviennent elles-mêmes des actrices de paix et de développement.



Personnel des organisations partenaires du FeHoPaCo sur terrain

Mis en œuvre avec le Mouvement CHIRO Burundi, la Maison de la Presse du Burundi (MPB), l'Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO) et Femmes Artisanas de la Paix (FAP) en RDC, FeHoPaCo a accompagné les communautés dans la prévention et la transformation non violente des conflits, tout en renforçant le rôle des femmes, des jeunes et des médias dans la promotion de la cohésion sociale et la construction de la paix. Au terme du programme, les résultats enregistrés témoignent d'une dynamique communautaire réelle et constituent une base solide pour la poursuite des efforts à travers FeHoDeCo.

Des communautés mieux outillées pour prévenir et transformer les conflits

Le renforcement des mécanismes communautaires de paix a constitué l'un des principaux acquis de FeHoPaCo. Les Comités Locaux de Paix (CLP) et les Cours Scolaires de Paix (CSP) ont développé leurs capacités de médiation, de dialogue et de transformation des conflits. Au total, plus de 108 personnes ont été formées et 48 accords de paix ont été conclus, permettant de contribuer à la résolution de conflits familiaux, fonciers, communautaires et coutumiers.

Les clubs de paix ont également joué un rôle important dans la sensibilisation et la prévention. Au moins 15 des 41 clubs de paix ont développé une véritable culture de prévention des conflits et organisé régulièrement des activités de paix au sein de leurs communautés. Ces expériences montrent que les structures locales peuvent devenir des espaces durables de dialogue et de recherche de solutions lorsque leurs capacités sont

renforcées et que leur action bénéficie d'un ancrage communautaire.

Les femmes, actrices de la paix

FeHoPaCo a également contribué à renforcer la participation des femmes dans les mécanismes communautaires de paix. Dans plusieurs localités, des femmes ont assumé des responsabilités de leadership et conduit des médiations reconnues par leurs communautés. Cette évolution témoigne d'un changement progressif dans la perception du rôle des femmes, désormais davantage reconnues comme actrices et décideuses dans la prévention et la résolution des conflits.

À travers les campagnes de sensibilisation, les dialogues communautaires et les formations, le programme a également contribué à faire évoluer les connaissances et les perceptions autour des violences sexuelles et basées sur le genre. Les communautés ont été davantage informées de leurs droits ainsi que des mécanismes de protection et d'orientation disponibles.

Les médias au service de la paix

Le programme a accordé une place importante aux médias et au développement d'un journalisme sensible aux conflits et au genre. 75 journalistes des médias bénéficiaires du programme FeHoPaCo ont été formés afin de mieux prendre en compte les dynamiques de conflit, les questions de genre et les principes de cohésion sociale dans leur travail.

L'intérêt suscité par ces formations a dépassé les prévisions initiales : les responsables de cinq organes de presse ont sollicité la formation de six journalistes supplémentaires.



George Flora Ngoumou M'veng, Responsable PME.

Cette demande, qui a été satisfaite, illustre l'intérêt des professionnels des médias pour une approche journalistique contribuant davantage à la prévention des conflits et à la cohésion sociale.

Les médias partenaires ont par ailleurs accordé davantage d'espace aux questions de paix, d'égalité de genre et de participation citoyenne. Des émissions, débats et reportages ont permis de donner davantage de visibilité aux voix des femmes, des jeunes, des Batwa et des personnes vivant avec un handicap.

Un mécanisme de dénonciation des VBG élargi au grand public

Initialement conçu pour permettre aux journalistes de signaler les violences basées sur le genre, le numéro vert de la cellule d'écoute et d'orientation (CEO) a été élargi au grand public en réponse à une forte demande.

Ce dispositif a notamment permis de signaler et d'orienter des cas de harcèlement sexuel, avec l'appui de la cellule d'écoute et d'orientation soutenue par l'AFJO et son partenaire APSM, spécialisé en prise en charge de santé mentale.

Cet élargissement constitue un autre acquis important du programme : il montre que les mécanismes créés dans le cadre de FeHoPaCo ont progressivement été appropriés par les communautés et adaptés à leurs besoins.

Le théâtre comme outil de dialogue

L'approche participative a également trouvé une expression concrète à travers le théâtre. Cet outil permet d'aborder des sujets sensibles, de susciter le dialogue et d'encourager les communautés à réfléchir collectivement aux solutions des problèmes qui les concernent.



Une sœur journaliste de la Radio Maria formée à Bujumbura sur le journalisme sensible au conflit et gouvernance locale

En mobilisant l'art et l'expression communautaire, ces troupes contribuent ainsi à renforcer le dialogue et le vivre-ensemble.

Des acquis à consolider

Si le bilan de FeHoPaCo est encourageant, plusieurs défis restent à relever. L'autonomisation financière des clubs de paix, leur capacité à poursuivre leurs activités sans appui extérieur et le renforcement de la participation effective des femmes dans certains espaces de décision demeurent des enjeux importants.

La pérennisation des acquis constitue donc une priorité pour la prochaine phase. Il s'agit désormais de passer progressivement d'une logique de renforcement des capacités à une logique de consolidation, d'autonomie et d'ancrage durable des initiatives communautaires.

C'est dans cette perspective que s'inscrit FeHoDeCo, « Femmes et Hommes ensemble se développent dans leurs communautés en prônant la cohésion sociale », prévu pour la période 2025-2028 au Burundi et au Sud-Kivu en RDC.

Avec FeHoDeCo, EIRENE et ses partenaires réaffirment leur conviction que les communautés locales demeurent les principaux moteurs du changement, de la cohésion sociale et de la construction d'un avenir plus pacifique et plus résilient dans la région des Grands Lacs.

Georges Flora Noumou M'veng

Assistante Technique PME

Claude Ndarama

Chargé PME de la Coordination Eirene GL

La cohésion sociale au Burundi : pour une approche collaborative entre l'église, l'administration et le projet Turashoboye

Depuis Octobre 2025, EIRENE Grands-Lacs a commencé un nouveau programme intitulé « Les femmes et les hommes, ensemble, se développent dans leurs communautés en prônant la cohésion sociale » (FeHoDeCo). A l'issue de ce changement, le projet Turashoboye « Ensemble nous pouvons », fruit du partenariat renouvelé entre le Mouvement CHIRO-Burundi et EIRENE International, a été mis en place pendant cette période.

Dans le cadre du programme et l'avènement du projet Turashoboye, les deux partenaires ont conjointement restructuré, repensé et réorganisé leurs approches et stratégies d'intervention sur le terrain. Comme son nom l'indique, le projet encourage les communautés à se mettre ensemble pour consolider la paix d'une part et privilégier la résolution des conflits « par » elles-mêmes. La mise en œuvre des activités nécessitera l'implication de différentes parties prenantes qui sont : les autorités paroissiales, l'administration locale (zones, communes, provinces), les leaders communautaires ainsi que tout autre potentiel intervenant en gestion non violente des conflits (GNVC) dans les 26 paroisses étendues sur 4 provinces (Butanyerera, Buhumuza, Burunga, Gitega).

Cette collaboration transversale devra permettre une conjugaison des efforts associant les acteurs administratifs clés à l'échelle collinaire, zonale, provinciale, aux acteurs ecclésiastiques des paroisses, et aux communautés. La première mobilisation des différents acteurs a permis la création des structures locales inclusives appelées « clubs de paix », pour la gestion et de la résolution des différentes formes de conflits dans les communautés. Ainsi, pendant les rencontres organisées dans les zones d'intervention du projet, un engagement fort des administrateurs locaux pour accompagner et faciliter l'implantation des clubs a été observé. La mobilisation de ces acteurs a été renforcée pendant un atelier d'informations sur le projet qui les a réunies en février 2026 à Mushasha en province et archidiocèse de Gitega. La collaboration entre les différents acteurs et le projet concerne d'abord l'église catholique à travers les paroisses.

L'église catholique : un acteur incontournable pour consolider la paix dans la société

Au cours d'un entretien à la paroisse de Mivo, dans le diocèse de Ngozi avec le secrétaire exécutif de la Commission Episcopale pour l'Apostolat des Laïcs, la Familles et la Vie (CEALFV), l'Abbé Jean Eudes Ngendakumana s'est dit très satisfait de la contribution de CHIRO-Burundi et de son partenaire EIRENE International dans la cohésion sociale. Cette considération rejoint également les



Les chefs de zones et l'équipe du projet pendant la réunion de haut niveau

opinions positives des autres acteurs ecclésiastiques des diocèses concernés par le projet.

Les protagonistes rencontrés considèrent cette thématique comme une innovation qui va enrichir les activités de cohésion sociale dans les communautés au profit de la paix. Quant à l'évêque de Rutana, Monseigneur Leonidas Nitereka, le projet va compléter les actions de l'Eglise Catholique par l'intermédiaire de la commission épiscopale Justice et Paix. La finalité serait d'entrevoir de profonds changements de comportements dans les communautés afin de renforcer la cohésion sociale par l'autonomisation des structures locales de paix et le traitement des causes profondes des conflits par les populations elles-mêmes. L'évêque s'est engagé à soutenir ce projet.

Des autorités administratives s'engagent à faciliter l'implantation et la visibilité des clubs de paix dans les communautés.

L'événement le plus marquant a été la rencontre organisée le 17 Mars 2026 avec les chefs de zones concernés par l'implantation du projet, dans les locaux de la coordination du Mouvement CHIRO-Burundi, à Mushasha, dans la capitale politique Gitega. Vingt-six cadres administratifs, dont sept femmes et dix-neuf hommes ont participé à cette réunion. Ces derniers ont posé des questions et se sont exprimés par rapport à leur positionnement en tant que facilitateurs pour le projet et les animateurs. Enfin de compte es engagements des chefs de zone ont été pris à l'égard du projet Turashoboye. On retiendra alors

la nécessité de privilégier une collaboration étroite avec les animateurs dans la mise en œuvre des activités sur le terrain afin de pouvoir créer des synergies. Les autorités administratives des zones, communes et provinces ont été très satisfaites des entretiens bilatéraux qu'elles ont eu avec l'équipe du projet.

Pour Parfait Mbininyibuka, gouverneur de Burunga, ce projet permettra le désengorgement des services de l'administration à la base. Il fait référence aux bureaux qui sont actuellement saturés de dossiers de rapatriés provenant des camps de Nduta et Nyarugusu en Tanzanie. La plupart de ces rapatriés sont originaires de la province Burunga qui englobe les anciennes régions de Makamba, Rutana, Rumonge et Bururi, des zones frontalières à la Tanzanie.

D'autres réfugiés passent par les postes frontaliers de Gisoru et Kobero (province de Buhumuza). Le gouverneur a estimé que le nombre de rapatriés pour les mois de jan-

vier et février 2026 était entre 17 000 et 20 000 personnes, ce qui représente un taux allant de 60 à 70% du flux total pour la seule province de Burunga. Il a invité l'équipe du projet à enregistrer l'organisation des intervenants dans la province puis de participer aux réunions trimestrielles des acteurs de développement organisées par l'administration provinciale. Cette opportunité permettra une visibilité effective des partenaires CHIRO-Burundi et EIRENE Grands Lacs auprès des autorités provinciales. Cela sera également l'occasion pour l'équipe du projet de signaler à l'administration des éventuelles difficultés rencontrées. Ces réunions permettront d'évaluer la qualité des services offerts, d'éviter de potentielles duplications d'activités sur le terrain, puis éventuellement de créer des synergies avec d'autres acteurs engagés dans la cohésion sociale.

Septime Gashasha, Chargé du Projet Turashoboye

Thibaut Morelle, Assistant Technique de Paix (ATP)

Uvira : comment le projet Tuvumiliane 2 fait face à la crise sécuritaire

Lancé en octobre 2025, le projet Tuvumiliane 2 est mis en œuvre par l'organisation FAP en partenariat avec EIRENE GL dans le cadre du programme FeHoDeCo dans la ville et le territoire d'Uvira (Sud-Kivu RDC). Il intervient dans les domaines de la cohésion sociale, du genre et de la gouvernance locale.

Depuis son lancement, le projet évolue dans un contexte sécuritaire particulièrement difficile, marqué par les conflits armés dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Cette situation a fortement affecté les mouvements des populations et des équipes, ainsi que la mise en œuvre des activités de terrain. Face à ces contraintes, l'équipe du projet et ses partenaires ont dû adapter leurs approches afin de maintenir le lien avec les communautés et de répondre, dans la mesure du possible, aux besoins prioritaires.

La dégradation progressive de la situation sécuritaire, notamment avec l'occupation de Goma et de Bukavu en 2025, puis celle d'Uvira par le groupe armé AFC-M23 en décembre 2025, a conduit plusieurs organisations nationales et internationales à suspendre ou à réduire leurs activités.

Cette situation a également eu des répercussions sur la mise en œuvre de Tuvumiliane 2. « Nous avons été contraints d'arrêter certaines activités, car les déplacements du personnel étaient devenus difficiles en raison des affrontements armés, des restrictions de circulation, de la présence de groupes armés et de la multiplication des barrières illégales sur les axes routiers stratégiques »,



Un participant intervenant pendant l'activité de collecte et de documentation des incidents de protection

explique Yves Ramadhani, coordinateur du Réseau Local de Protection des Civils Uvira-Fizi.

Maintenir le lien avec les communautés

Malgré les contraintes sécuritaires, les besoins des communautés en matière de paix et de cohésion sociale sont restés importants. La circulation des rumeurs, les soupçons entre communautés et la perte de confiance représentaient notamment des risques susceptibles d'alimenter de nouvelles tensions.

Dans ce contexte, les Comités locaux de paix (CLP) ont joué un rôle important dans le maintien du dialogue communautaire. À Kavimvira et Kalungwe notamment, les membres des CLP ont organisé des séances de sensibilisation contre les rumeurs à travers les médias locaux et lors des cérémonies funéraires.

Les membres des CLP qui avaient dû se déplacer ont également continué à soutenir leurs communautés. Des actions de solidarité ont notamment été menées à travers la collecte de denrées alimentaires et de biens non alimentaires destinés aux personnes déplacées vivant dans la ville d'Uvira.

Pour maintenir la communication avec les membres des CLP, un groupe WhatsApp a également été mis en place dans le cadre du projet. Cet outil a permis de suivre l'évolution de la situation des bénéficiaires, de recueillir leurs préoccupations et de leur offrir une écoute empathique, malgré les difficultés liées aux déplacements.

Une attention renforcée à la protection des civils

L'évolution du contexte a également amené le projet Tuvumiliane 2 à adapter ses interventions en accordant une attention particulière à la protection des civils contre les violations des droits humains et du droit international humanitaire.

Lorsque les conditions sécuritaires le permettaient, des cadres de renforcement des capacités ont été organisés à Uvira au profit des membres des CLP et d'autres structures locales engagées dans la promotion de la paix. Ces activités ont notamment porté sur la collecte et la documentation des incidents de protection.

Les CLP ont par ailleurs poursuivi leur collaboration avec les autorités locales à travers des forums communautaires, destinés à renforcer les mécanismes d'alerte précoce et à favoriser une réponse aux préoccupations exprimées par les populations.

Ces mécanismes contribuent à maintenir des espaces de dialogue entre les communautés, les autorités et les acteurs locaux de paix, même dans un contexte où les possibilités de rassemblement restent limitées.

Des besoins communautaires qui restent importants

Malgré les efforts déployés, les populations civiles continuent de faire face à de nombreuses difficultés : insécurité, violations des droits humains, traumatismes psychologiques, déplacements et précarité socioéconomique.

Lors du retour de certains habitants après le retrait du M23 en janvier 2026, la présence de restes explosifs de guerre a notamment été signalée dans plusieurs champs. Cette situation constitue un risque important pour les



Une participante intervenant lors du forum sur la protection des civils à la mairie d'Uvira

populations qui reprennent leurs activités agricoles, en particulier les femmes et les enfants.

Migombano Sumaili, modérateur du CLP de Kigongo, souligne cette préoccupation : « Ces engins représentent une menace réelle pour les femmes et les enfants si aucune action n'est entreprise. »

Les communautés restent également confrontées aux conflits liés à l'accès à la terre et à l'aide humanitaire, ainsi qu'aux violences sexuelles, aux violences physiques et aux frustrations liées aux difficultés socioéconomiques.

À Kalungwe, un membre de la communauté témoigne : « Nos champs, notre bétail et plusieurs biens ont été détruits ou pillés, soit par les groupes armés, soit par les inondations. Tout le monde a besoin d'assistance, mais l'aide disponible demeure malheureusement insuffisante. La population souffre énormément pour survivre. »

Dans ce contexte, le projet Tuvumiliane 2 prévoit de reprendre progressivement les activités de terrain dès que les conditions sécuritaires seront favorables. Cette reprise permettra de renforcer l'accompagnement des Comités locaux de paix et de consolider les mécanismes communautaires de prévention et de gestion des conflits.

Maluxe Malumbe Mmangwa,

Chargé du projet Tuvumiliane2

Dorcas Salima Kabasha, Coordinatrice de FAP

Michael Odhiambo, Assistant Technique de Paix (ATP)

GENRE & VBG

Alliance stratégique : briser le silence et réparer les vies

En avril 2026, l'Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO), la Maison de la Presse du Burundi et Eirene Grands Lacs, ont, à travers le projet MeDIC, scellé un partenariat stratégique avec le Barreau de Bujumbura et l'Association des Psychologues pour la Promotion de la Santé Mentale (APSM). Ensemble, ces acteurs unissent médias, justice et soutien psychologique pour offrir un accompagnement holistique aux victimes de violences basées sur le genre.

Une synergie novatrice pour une réponse intégrée

Face au fléau des Violences Basées sur le Genre (VBG), une réponse individuelle montre ses limites. LAFJO et ses partenaires ont donc structuré un réseau d'intervention coordonné.

La CEO offre une écoute immédiate et adapte l'orientation. Certains cas trouvent une solution directe, tandis que d'autres sont référés vers le Barreau de Bujumbura et/ou l'APSM.

En parallèle, les investigations des journalistes formés par le projet MeDIC brisent les tabous. Elles incitent les

communautés à refuser la normalisation des violences physiques, sexuelles, économiques ou psychologiques.

Francine Ndiwokubwayo, présidente de l'AFJO, parle de l'urgence de cette action collective. Cette alliance s'articule sur une chaîne de prise en charge holistique en l'occurrence : une Écoute empathique par une réception sécurisée des témoignages et écoute active des victimes.

Un soutien psychologique à travers un accompagnement spécialisé, une assistance juridique via une protection et orientation légale assurées par le Barreau de Bujumbura et une action médiatique visant l'enquête changeraient la donne.

L'AFJO à l'écoute des survivantes : redonner un espace de parole

L'AFJO met à disposition des victimes des VBG la Cellule d'écoute et d'orientation (CEO) ainsi que le numéro vert 67701701. Ces outils garantissent un espace sécurisé, confidentiel et anonyme aux survivantes. Plusieurs témoignages poignants illustrent l'impact direct de ce service :

Le témoignage de D.T. : À 18 ans, elle a subi le déni paternel et le rejet social lié au statut d'"enfant illégitime". Elle porta longtemps ce fardeau jusqu'au jour où elle entendit par la voie des ondes que l'AFJO accorde une attention particulière aux victimes des VBG. Elle a appelé sur le 67701701 et a pu obtenir de l'aide pour la recherche de sa paternité. Pour le moment, elle a un père, un nom et une identité.

Le parcours de C.N.

Après dix ans de violences conjugales, elle découvre ses droits grâce aux émissions radio du projet MeDIC. L'appel au numéro vert a stoppé le cycle des abus.

« Si je n'avais pas composé ce numéro vert, je serais aujourd'hui une victime de plus. L'AFJO m'a redonné le droit à une vie décente. »

Témoignages.

Pendant dix ans, C.N a subi les coups de son mari dans l'un des quartiers de Bujumbura. Elle avait démissionné de sa fonction d'enseignante dans l'une des écoles de la province de Kirundo (Butanyerera actuelle). Son mari lui a exigé de descendre vivre avec lui à Bujumbura pour s'occuper de la bonne éducation de ses enfants. Elle avait résisté mais sa mère lui rappelle à l'ordre. « On ne dit pas non à la volonté de son mari » lui répétait-elle. Elle se soumet à la volonté des puissants mais ne savait pas ce qui l'attendait.

Peu après sa démission, c'est la descente aux enfers. Son mari qui d'habitude payait des articles à une alimentation du coin, a refusé de payer et la femme ne savait plus à quel saint se vouer. Elle a emprunté un peu d'argent pour se lancer dans un business et son mari a détruit le business. Ses enfants en payaient le prix. L'aîné a fini de faire partie des enfants dans la rue.



Echange des documents entre la présidente de l'AFJO et le batônier de Bujumbura pour une intervention commune contre les VBG.

C'est en écoutant une émission radio animée par des journalistes formés dans le cadre du MeDIC que C.N découvre ses droits fondamentaux. Brisant le silence, elle appelle un membre de la Cellule d'écoute et d'orientation via le numéro vert. Pour la première fois, sa parole est accueillie avec empathie et sous le sceau de la confidentialité. Constatant l'extrême détresse psychologique et l'indigence de C.N, la cellule d'écoute et d'orientation (CEO) l'a immédiatement référé à l'APSM, qui à son tour, la prend en charge. Le psychologue qui l'a reçu l'aide à surmonter l'anxiété chronique et à déconstruire la culpabilité inversée.

Guérir les blessures invisibles

Dénoncer un agresseur ne suffit pas à reconstruire une vie. Les VBG laissent des traumatismes profonds qui affectent durablement la santé mentale des survivantes. L'Association des Psychologues pour la Santé Mentale intervient pour soigner ces brèches psychologiques.

Noël Kwizera, président et représentant légal de l'APSM dit que les violences basées sur le genre ne laissent pas uniquement des blessures physiques. Elles provoquent également des traumatismes psychologiques profonds qui affectent durablement la santé mentale, la confiance en soi, les relations sociales et la capacité des survivantes à mener une vie épanouie. Ces blessures invisibles se manifestent souvent par l'anxiété, la dépression, le stress post-traumatique, le sentiment de culpabilité, la peur permanente ou encore l'isolement social.

Dans le cadre du partenariat ci-haut cité, l'APSM développe un espace sécurisé d'écoute et de parole où les victimes s'expriment librement sans crainte d'être jugées. Ces espaces favorisent l'expression des émotions, la reconnaissance de la souffrance vécue et le début du processus de guérison.

elle organise des séances de suivi psychologique individuel assurées par des professionnels de la santé mentale. Ces interventions permettent aux survivantes de mieux comprendre leurs traumatismes, de

développer des mécanismes de résilience et de retrouver progressivement un équilibre émotionnel.

La réinsertion socio-économique durable des survivantes passe nécessairement par la restauration de leur autonomie psychologique. Une personne profondément affectée par un traumatisme peut éprouver des difficultés à prendre des décisions, à entreprendre des activités génératrices de revenus ou à reprendre confiance dans ses capacités

l'APSM assure l'accompagnement global de la survivante, en tenant compte à la fois de ses besoins psychologiques, sociaux et économiques. Elle renforce d'abord l'estime de soi, souvent fortement altérée après les violences subies. À travers des séances de counseling, de coaching personnel et des activités de développement personnel, elle aide les survivantes à reconnaître leur valeur, leurs compétences et leur potentiel.

La collaboration entre ces trois organisations (AFJO, APSM et le Barreau de Bujumbura-BB-) permet de proposer une prise en charge intégrée. Cette approche aide les survivantes à retrouver leur pouvoir d'agir, à reconstruire leur projet de vie et à devenir des actrices à part entière du développement de leur communauté.

Les défis à relever pour pérennisations de l'impact

Malgré les efforts déployés, plusieurs obstacles peuvent limiter l'atteinte objectifs, ajoute Noel Kwizera. Le premier défi concerne l'insuffisance des ressources financières. La prise en charge psychosociale de qualité nécessite des investissements importants pour la formation du personnel, l'organisation des activités, le suivi des bénéficiaires et la disponibilité de services

spécialisés. Les ressources disponibles sont souvent inférieures aux besoins réels sur le terrain et les fonds y alloués ne sont pas suffisants.

La synergie entre l'Association des Femmes Journalistes (AFJO), l'Association pour la Promotion de la Santé Mentale (APSM) et le Barreau de Bujumbura représente une initiative particulièrement pertinente et stratégique dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Chaque organisation apporte une expertise complémentaire. L'AFJO joue un rôle essentiel dans la sensibilisation du public, la diffusion d'informations fiables, la promotion des droits des femmes et la lutte contre les stéréotypes qui favorisent les violences. Grâce à son travail médiatique, elle contribue à briser le silence autour des VBG et à encourager les survivantes à rechercher de l'aide.

L'APSM apporte son expertise dans le domaine de la santé mentale. Son intervention permet d'assurer une prise en charge professionnelle des traumatismes psychologiques et de promouvoir le bien-être mental des survivantes.

le Barreau de Bujumbura, à travers ses interventions spécifiques, participe au renforcement de la protection, de l'autonomisation et de l'accompagnement des bénéficiaires. La complémentarité des compétences permet ainsi d'offrir une réponse plus complète et plus efficace aux besoins des survivantes. Cette synergie favorise le partage des ressources, l'échange d'expériences, le renforcement des capacités des acteurs et l'augmentation de l'impact des actions menées. Ensemble, les organisations peuvent atteindre davantage de bénéficiaires et contribuer à un changement durable au sein de la communauté. La lutte contre les violences basées sur le genre est une responsabilité collective qui nécessite l'implication de tous les acteurs.

Yolande Nintunze

Chargée du projet MeDIC/AFJO

**Numéro vert de la Cellule d'écoute et
d'orientation des victimes des VBG : 67 701701**

MEDIAS & INFORMATION

Le projet MeDIC outille les médias sur la paix et la gouvernance locale

À Bujumbura, la Maison de la Presse du Burundi et l'Association Burundaise des Femmes Journalistes ont lancé une transformation majeure du paysage piloté par les médias publics et privés partenaires à travers le projet MeDIC (Medias pour le Développement Inclusif dans les Communautés. Du 29 mars au 1^{er} avril 2026, des professionnels issus de ces médias ont renforcé leurs compétences. Journalisme sensible au conflit, gouvernance locale et éthique professionnelle étaient au cœur des échanges. Une véritable synthèse d'une initiative cruciale pour une information responsable et crédible.

Maîtriser l'analyse du Journalisme Sensible au Conflit (JSC)

Le projet MeDIC entre dans sa phase active. La Maison de la Presse du Burundi (MPB) et l'Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO) portent cette initiative. Du 29 mars au 1^{er} avril 2026, une formation clé a réuni 12 médias partenaires à Bujumbura. L'objectif est clair : produire une information plus responsable et apaisée.

Le module sur le Journalisme Sensible au Conflit (JSC) constitue une avancée technique majeure. Au Burundi, les défis sociaux restent complexes. Le journaliste ne peut pas rester

un simple spectateur. Il doit comprendre la dynamique réelle des tensions sociales.

Pour cela, les formateurs ont utilisé l'outil méthodologique de « l'arbre du conflit » : Les racines pour symboliser les causes structurelles profondes du conflit, le tronc représentant les problèmes réels directement visibles au quotidien et les feuilles illustrent les effets immédiats sur la population.

« Le journaliste ne doit pas seulement rapporter l'incendie. Il doit en expliquer l'origine pour aider à l'éteindre. Notre rôle est de transformer le conflit en opportunité de dialogue social. » Merthus Niyonzima, consultant formateur

Grâce à cette approche, les journalistes apprennent à cartographier les acteurs. Ils analysent rigoureusement les intérêts en présence. L'objectif est de choisir chaque mot avec soin pour favoriser l'apaisement.

Redevabilité et gouvernance locale : l'information au service du citoyen

La formation a ensuite abordé la gestion des affaires publiques. La redevabilité locale est devenue une notion très concrète. Les journalistes savent désormais analyser un budget communal. Aucun obstacle ne doit les empêcher d'examiner le cycle des marchés publics. Selon les formateurs, l'information doit aider le citoyen à demander des comptes. Le média doit servir de pont solide entre les élus et la population. L'implication citoyenne est ainsi fortement encouragée.

« Un journaliste qui maîtrise les mécanismes de redevabilité devient un partenaire du développement. En questionnant la gestion des fonds publics, vous protégez les intérêts de la communauté. » a dit Adrien Sindayigaya, à une phase de l'éveil de la responsabilité aux journalistes pendant la formation.

Durant les travaux pratiques, les participants ont conçu des plans de reportage rigoureux. Ils maîtrisent l'art de documenter les défis locaux avec méthode. Leur but est de rapprocher les décideurs de leurs administrés, sans tomber dans la dénonciation gratuite.

Éthique et déontologie : des remparts efficaces contre l'autocensure

Les formateurs n'ont pas manqué à revenir sur l'éthique et la déontologie du métier. L'intégration rigoureuse de



Formation des journalistes pour la production des contenus qui changent les communautés.

L'éthique et de la déontologie journalistiques s'impose comme un rempart indispensable dès lors qu'il s'agit d'aborder des enjeux aussi cruciaux que la prévention des conflits, la bonne gouvernance locale, la redevabilité et la participation citoyenne. En période de tensions ou de crise, le respect de la vérité, de la vérification des faits et le refus des discours de haine permettent de pratiquer un journalisme sensible aux conflits, capable de désamorcer les polarisations plutôt que de les attiser. Parallèlement, lorsqu'ils enquêtent sur l'action publique et la gestion des ressources, les journalistes ne peuvent exiger la redevabilité des dirigeants ou promouvoir la bonne gouvernance que s'ils font eux-mêmes preuve d'une intégrité irréprochable, d'une totale indépendance et d'une transparence absolue. En s'interdisant la manipulation, le sensationnalisme ou la corruption, ils garantissent une information impartiale et équilibrée qui nourrit directement la participation citoyenne : c'est précisément ce climat de confiance renouvelé qui offre aux citoyens les clés d'analyse factuelles et loyales nécessaires pour s'engager de manière éclairée et constructive dans le débat démocratique. Et leur responsabilité n'est là que pour leur jouer tout rôle protecteur.

« L'éthique n'est pas une contrainte, c'est votre bouclier. Si vos faits sont bétonnés, aucune pression ne pourra vous ébranler. » a conseillé aux journalistes en formation, le consultant Merthus Niyonzima

Lors de cette formation, les témoignages de jeunes professionnels illustrent parfaitement l'impact concret des acquis sur leur pratique quotidienne du métier. Pour Kwizerimana Benoîte, journaliste à la Radio Voix de la Réconciliation de Muyinga, cet apprentissage marque un véritable changement de posture face aux pressions du terrain : « Avant, je pensais que l'autocensure était une prudence nécessaire. Aujourd'hui, je comprends que la rigueur du recoupement est ma meilleure défense contre la peur. » Ce constat rejoint pleinement l'analyse de Jean Marie Ngendahayo, journaliste à Agaseke FM, qui souligne à son tour la portée de cette prise de conscience : « Avant, je pensais que l'autocensure était une prudence nécessaire. Aujourd'hui, je comprends que la rigueur du recoupement est ma meilleure défense contre la peur. » Enfin, l'apport des méthodologies d'analyse de terrain se traduit par une démarche plus rigoureuse chez Michel Niyonkomezi, journaliste à la radio Star FM de Gitega, pour qui les outils de cartographie des conflits ont tout changé : « Je ne traiterai plus une crise sans identifier tous les acteurs. Ma neutralité repose désormais sur une analyse réelle. »

Gaspard Ndikumazambo

Chargé du Projet MeDIC/MPB.

EIRENE Grands Lacs et ECAYSDI renforcent la résilience communautaire à Rwibaga grâce à l'agroforesterie

L'association Empowering Communities and Youth for Sustainable Development Impact (ECAYSDI) a organisé, le 19 décembre 2025, une activité de distribution de plants d'avocat Hass aux populations de la commune de Rwibaga. Cette activité, financée par la Coordination régionale d'EIRENE Grands Lacs, s'inscrit dans le cadre des initiatives visant à soutenir le développement communautaire et à renforcer la résilience des populations face aux effets des changements climatiques.



Générose Ngendanganya, première vice-présidente du Sénat accompagnée par Frédéric Manirakiza, administrateur de Rwibaga, remettant officiellement les plants d'avocatiers aux membres des communautés locales.

Acette occasion, les populations de la commune de Rwibaga se sont fortement mobilisées pour participer à la distribution des plants d'avocat Hass. Portée par ECAYSDI et soutenue financièrement par EIRENE Grands Lacs, cette initiative vise à contribuer à l'autonomisation économique des populations à travers la promotion de l'agroforesterie.

La distribution des plants s'inscrit dans le cadre du « microprojet de renforcement des capacités de résilience face aux effets des changements climatiques ». L'activité a été présidée par l'Honorable Générose Ngendanganya, première vice-présidente du Sénat burundais, aux côtés de l'administrateur de la commune de Rwibaga, M. Frédéric Manirakiza. Les autorités présentes, aux côtés de l'association ECAYSDI, ont procédé à la distribution de 350 plants d'avocat Hass aux femmes et aux jeunes de la commune.

Le Coordinateur national d'ECAYSDI, M. Léonidas Rupereza, s'est réjoui de la forte mobilisation des communautés et de l'engouement suscité par cette initiative, qui vise à promouvoir l'agroforesterie comme source durable de revenus pour les ménages. « Le défi que nous avons rencontré, c'est que la demande dépasse l'offre. Des

populations qui n'avaient pas inscrit leurs noms au départ continuent d'affluer et demandent également des plants », a-t-il déclaré.

L'agroforesterie comme levier de résilience

Selon le responsable d'ECAYSDI, la réussite de cette activité est en grande partie liée à l'appui d'EIRENE Grands Lacs. « Cette activité a réussi grâce à l'appui d'EIRENE Grands Lacs, qui a tout mis en œuvre pour sa réussite », a-t-il dit.

Afin de garantir la pérennité du projet au-delà de la distribution des plants, ECAYSDI a mené un travail préparatoire auprès des populations bénéficiaires. Selon M. Rupereza, ce travail a notamment porté sur la formation et la sensibilisation des bénéficiaires avant l'acquisition des plants. « Depuis le début de cette activité, nous avons organisé la formation et la sensibilisation des bénéficiaires. Ensuite, nous sommes passés à l'acquisition des plants », a-t-il expliqué.

Les plants distribués ont été acquis auprès de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU). « Nous

avons acquis ces plants auprès de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU). Ils nous ont coûté très cher, mais grâce à l'appui d'EIRENE, nous avons pu les acquérir», a précisé M. Léonidas Rupereza.

Un partenariat au service du développement durable

M. Jean-Claude Ndarama, représentant le Coordinateur régional d'EIRENE Grands Lacs, M. Tao Goulah Vairoukoye, a salué le dynamisme et l'engagement d'ECAYSDI dans la mise en œuvre de cette initiative.

« Sincèrement, je suis très satisfait et nous sommes heureux de voir que les fonds qui ont été donnés dans l'intérêt de la population sont réellement utilisés dans le bon sens. Au-delà de cela, nous avons également constaté combien le partenaire a été actif dans la sensibilisation des populations et de l'administration locale pour assurer leur participation effective », a-t-il déclaré. Il a également expliqué l'origine de la collaboration entre EIRENE Grands Lacs et ECAYSDI. « Nous avons eu un fonds de solidarité climat destiné à soutenir des initiatives dans le cadre de la protection de l'environnement, et l'organisation ECAYSDI a été parmi les bénéficiaires », a-t-il expliqué.

Fort de cette expérience, ECAYSDI entend poursuivre ses efforts en faveur de la résilience communautaire et de la protection de l'environnement. L'association envisage notamment l'acquisition et la distribution de plantes fourragères au profit des populations, afin de contribuer davantage à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles pour les générations futures.



Une dame productrice avec les plants après distribution.

À travers cette initiative, EIRENE Grands Lacs et ECAYSDI démontrent ainsi l'importance des partenariats locaux dans la promotion de solutions durables face aux effets des changements climatiques, tout en renforçant les moyens de subsistance des communautés.

Albert Nagreogo, Assistant Technique de Paix MPB/AFJO

DEVELOPPEMENT & INITIATIVES LOCALES

Du renforcement des capacités à l'autonomie : La réussite du Cercle des étudiants musulmans de Gitega (CEMG)

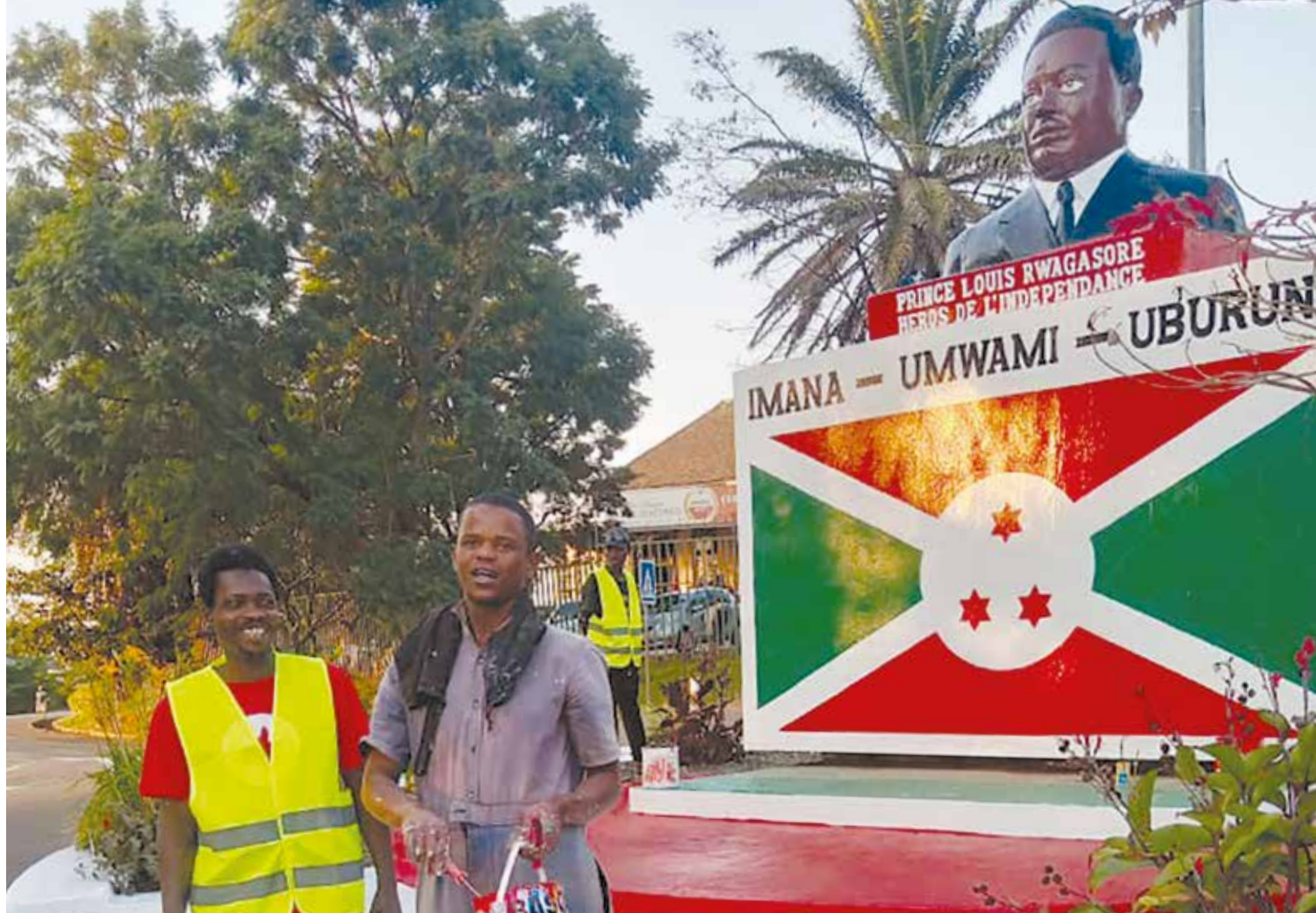
Accompagné pendant six ans par le projet FAIR, le Cercle des Étudiants Musulmans de Gitega (CEMG) s'est métamorphosé. D'une simple association locale, la structure est devenue une coopérative officielle, modèle d'autonomisation durable, de résilience économique et de développement local au Burundi.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet FAIR, un accent particulier a été mis sur le renforcement des capacités organisationnelles, techniques et financières des partenaires locaux. Après deux phases d'accompagnement successives de trois ans chacune, le Cercle des Étudiants Musulmans de Gitega (CEMG) illustre parfaitement la réussite de ce projet. D'un simple groupement local, la CEMG a franchi un cap décisif dans son autonomisation. Elle est aujourd'hui officiellement enregistrée en tant que société coopérative auprès de l'Agence Nationale de Promotion et de Régulation des Sociétés Coopératives (ANACOP). En se dotant d'un registre de commerce et d'un numéro d'immatriculation

fiscale (NIF), elle dispose désormais d'un cadre légal requis pour mener des activités économiques lucratives et postuler aux marchés publics locaux.

Une gestion professionnelle au service de la crédibilité

L'autonomisation de l'association repose avant tout sur une maîtrise rigoureuse des outils de gestion administrative et financière. Grâce aux formations dispensées, les membres du CEMG gèrent leurs opérations en toute transparence. Registres à jour, livres de caisse réguliers, rapports d'activités détaillés



Les jeunes de l'association en exécution d'un marché public de la commune de Gitega.

et procès-verbaux de réunions constituent désormais le quotidien de l'organisation.

Cette rigueur organisationnelle a permis à la structure de gagner en légitimité et en crédibilité, tant auprès de ses bénéficiaires directes que de ses partenaires techniques et financiers.

« Avant l'appui du projet FAIR, nous éprouvions des difficultés à gérer nos documents. Aujourd'hui, nous tenons nos livres de caisse en toute transparence. Nous n'attendons plus l'intervention extérieure pour agir : nous identifions nos besoins, concevons nos projets et mettons en place des solutions adaptées. De plus, nous partageons notre expérience avec d'autres associations, ce qui nous remplit de fierté. », a dit Irakoze Faradji, Président du CEMG

Repères clés de la transformation de la CEMG :

- Statut : Immatriculation officielle à l'ANACOP en tant que coopérative.
- Conformité : Obtention du registre de commerce et du numéro NIF.
- Autonomie : Capacité à soumissionner aux appels d'offres des marchés publics locaux.
- Rayonnement : Rôle actif de mentor auprès des nouvelles associations émergentes.

Diversification économique et résilience communautaire

Face aux enjeux économiques actuels, le CEMG a su diversifier ses sources de revenus pour garantir sa pérennité financière. À la suite des formations pratiques et des visites d'échanges d'expériences, la coopérative a déployé des initiatives variées dont l'Amélioration des pratiques productives pour accroître les rendements; les Prestations de services administratives adaptées aux besoins locaux et les interventions spécialisées, notamment dans l'encadrement des investisseurs dans le domaine électrique et le petit commerce.

Cette diversification active renforce la résilience financière de ses membres et consolide l'impact socio-économique de la coopérative dans sa zone d'intervention.

Au-delà de l'aspect économique, le parcours du CEMG a consolidé la cohésion sociale au sein du groupe. Les membres participent activement aux mécanismes d'entraide et de solidarité communautaire, garantissant un ancrage solide dans leur milieu.

Aujourd'hui pleinement autonome, la coopérative organise de manière indépendante ses réunions et planifie son développement dans le strict respect de ses statuts. Modèle de réussite parmi les 19 associations accompagnées par le projet FAIR, le CEMG joue désormais un rôle clé de mentor en partageant son expertise avec les nouvelles structures locales.

Pierre Gahungu
Coordinateur du projet



LA NON-VIOLENCE AU SERVICE DE LA PAIX.

EIRENE : construire la paix par la non-violence

EIRENE est une organisation internationale chrétienne engagée en faveur de la paix depuis 1957, année de sa création à Chicago, aux États-Unis. Membre des organisations du Service civil pour la paix (SCP), financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), EIRENE œuvre à la promotion d'une culture de paix fondée sur la non-violence.

Son siège international est établi à Neuwied am Rhein, en Allemagne. Aujourd'hui, l'organisation rassemble des centaines de membres issus de différents pays et de différentes générations. Cette diversité constitue une richesse essentielle dans la construction de sa vision et dans la mise en œuvre de ses actions.

EIRENE s'engage à devenir une organisation antiraciste, inclusive et interculturelle, en reconnaissant la diversité des expériences et des perspectives de ses membres, de ses collaborateurs et de ses partenaires. Elle encourage une réflexion constante sur les changements nécessaires, tant au niveau individuel qu'organisationnel et structurel, afin de contribuer à la construction de sociétés plus équitables et inclusives.

Depuis 2008, EIRENE intervient dans la région des Grands Lacs, à travers sa coordination régionale basée à Bujumbura, au Burundi. Dans ses collaborations avec les organisations partenaires, EIRENE place la non-violence, la solidarité et la coopération au cœur de son approche. Elle soutient des dynamiques favorisant le dialogue, la cohésion sociale, l'équité de genre, la paix environnementale et climatique ainsi que la transformation des conflits.

Au quotidien, EIRENE porte des valeurs telles que la paix, la solidarité, l'inclusion, l'interculturalité, la tolérance, la médiation, la cohésion sociale et le respect de la diversité. À travers ses engagements et ses partenariats, l'organisation contribue au renforcement des capacités des acteurs locaux et à la promotion de sociétés où la diversité est reconnue comme une force et où chacun peut participer pleinement à la construction d'un avenir plus juste et pacifique.



**Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement**



Ziviler Friedensdienst
Wir scheuen keine Konflikte.

DANS LES ROUAGES DU FeHoDeCo

Femmes Artisanas de la Paix (FAP)



Organisation congolaise active au Sud-Kivu depuis 2009 dans la consolidation de la paix, la gouvernance et l'autonomisation des femmes. Elle possède plus de 15 ans d'expérience dans les contextes de conflit et l'accompagnement communautaire. FAP dispose également d'une expertise en cohésion sociale, gouvernance inclusive et égalité femmes-hommes. Dans FeHoDeCo, elle met en œuvre le projet Tuvumiliane 2.

Synergie des Médias pour l'Union des Forces (SYMUF)



Réseau de médias et de journalistes basé à Uvira, actif en RDC et dans plusieurs pays des Grands Lacs. Son expertise porte sur le renforcement des capacités des médias, le dialogue citoyen et la participation communautaire. Elle dispose d'un vaste réseau médiatique et d'une solide expérience dans la formation des journalistes. Dans FeHoDeCo, SYMUF met en œuvre le projet Média, Paix, Genre et Environnement (MPGE)

Mouvement Chiro-Burundi



Présent dans les huit diocèses du Burundi, Chiro-Burundi œuvre pour la paix, la résilience et l'accompagnement des jeunes. Son fort ancrage communautaire repose notamment sur les clubs de paix paroissiaux. L'organisation intervient dans la gestion non violente des conflits et la médiation. Dans le programme FeHoDeCo, CHIRO à travers son projet Turashoboye intervient dans 26 paroisses de cinq diocèses autour de Gitega.

Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO)



Créée en 1996, l'AFJO regroupe plus d'une centaine de femmes professionnelles des médias au Burundi. Elle œuvre pour les droits des femmes, l'égalité de genre, la paix et le renforcement des capacités des journalistes. Elle contribue également à la promotion d'un environnement médiatique responsable. Dans FeHoDeCo, elle met en œuvre avec la Maison de la Presse du Burundi le projet Medias pour le Développement Inclusif dans les Communautés (MeDIC), consacré aux médias et au développement inclusif.

Maison de la Presse du Burundi (MPB)



Organisation faitière regroupant sept associations professionnelles des médias et servant de centre de ressources pour les journalistes. Elle intervient dans le renforcement des capacités, la production médiatique, le plaidoyer et la promotion de la liberté de la presse. Elle possède une longue expérience de collaboration avec EIRENE Grands Lacs. Dans FeHoDeCo, elle contribue, à travers MeDIC, à la promotion d'un journalisme professionnel et responsable, de la cohésion sociale, de la paix environnementale et climat.

Nos films documentaires à découvrir

Abonnez-vous à notre chaîne Youtube pour visionner l'ensemble de nos productions audiovisuelles :

- **Pour la Paix, les communautés s'engagent (2025) :** Un film de capitalisation du programme FeHoPaCo qui retrace les actions réalisées par EIRENE Grands Lacs et ses partenaires entre octobre 2021 et septembre 2025.
- **Quand la nature nous fait des coups (2024) :** Un film sur le changement climatique et son impact au Burundi.
- **Les rapatriés, face à une nouvelle vie ! (2023) :** Un film sur la réintégration des rapatriés au Burundi.
- **Les Batwa, les oubliés chez eux (2021) :** Un film sur la discrimination des Batwa au Burundi et les efforts pour les intégrer.
- **Misisi - Quand l'or fait des misérables (2019) :** Un film sur les conditions d'extraction artisanale de l'or au Sud-Kivu en RDC.
- **EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs (2018) :** Le film montre le travail d'EIRENE Grands Lacs et ses partenaires dans le cadre du programme « Service Civil pour la Paix ».
- **L'or et la misère - La lutte d'OGP pour la justice (2017) :** Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) de Bukavu en RD Congo crée les structures de dialogue et de concertation dans l'environnement des mines d'or à l'Est du pays pour contribuer à une plus grande transparence dans la gestion des ressources, à la gestion non violente de conflits et au développement local.
- **Construisons ensemble - Solidarité de Volontaires pour l'Humanité (2017) :** Le film illustre la complexité des conflits à l'Est de la RD Congo (Fizi) et les efforts de la société civile pour contribuer à la cohabitation pacifique et le respect des droits humains dans la région.
- **CHIRO-Burundi - Ensemble pour la paix et le développement (2017) :** Mouvement catholique pour la paix, CHIRO promeut la non-violence et le développement durable au Burundi.